

Repit ~~Wetude~~ en attente (on donne Sernat)

65v

Ci-après nommés "LE VENDEUR", soumis à toutes les obligations lui incombant en vertu du présent acte.

D'UNE PART.-

ACQUEREUR

SACLIER Rolande Marie, retraitée,  
Née à LAIZY (Saône et Loire) le 28 juillet 1928,  
Demeurant à CHALON SUR SAONE, 23 Avenue Monnot Prolongée,  
Veuve de Monsieur Jean HUET, non remariée.

HUET Dominique Marie Jeanne, pharmacien,  
Née à SAINT REMY (Saône et Loire) le 1er mars 1956,  
Epouse de Monsieur DELATTRE Jacques Gérard,  
avec lequel elle demeure à LYON (4ème), 4 Montée du Boulevard,

Mariée sous le régime de la séparation de biens, aux termes de leur contrat de mariage, reçu par Maître GRIVEAUX, notaire soussigné le 11 juillet 1980.  
Régime inchangé depuis.

HUET Alain Pierre, chirurgien dentiste,  
Né à PARIS (16<sup>e</sup>) le 16 janvier 1955,  
Epoux de Madame PECHENOT Martine Eliane Christiane avec laquelle il demeure à CHALON SUR SAONE, 32, rue Philibert Guide,

Marié sous le régime de la séparation de biens, aux termes de leur contrat de mariage, reçu par Maître PARRY, notaire associé à DIJON, le 1er juin 1979.  
Régime inchangé depuis.

De nationalité française,

Madame Veuve HUET, acquéreur pour 5/8èmes en pleine propriété et 3/8èmes en usufruit,

Madame DELATTRE et Monsieur Alain HUET, acquéreurs pour 3/8èmes en nue-propriété dans l'indivision.

Ci-après nommés "L'ACQUEREUR", soumis solidairement entre eux à toutes les obligations leur incombant en vertu du présent acte.

D'AUTRE PART.-

Par les présentes LE VENDEUR, en s'obligeant aux garanties de droit les plus étendues en pareille

matière, vend à L'ACQUEREUR, qui accepte,

LES BIENS dont la désignation suit :

**DESIGNATION DES BIENS OBJET DES PRESENTES**

Commune d'ALLERIOT (Saône et Loire)

1°) Une parcelle en nature de friche cadastrée lieudit "La Plante" section D n° 1069 pour une contenance de trois ares vingt quatre centiares (3a 24ca).

2°) Une parcelle en nature de friche cadastrée lieudit "La Plante", section D n° 1072 pour une contenance de cinq ares quarante huit centiares (5a 48ca).

Observation étant faite que :

\* la parcelle cadastrée section D n° 1069 provient d'un immeuble de plus grande importance cadastré section D n° 140 même lieudit pour une contenance totale de 41a 90ca, divisé en trois nouveaux immeubles, savoir :

. Section D n° 1067 même lieudit pour 15a 27ca restant la propriété du vendeur,

. Section D n° 1068 même lieudit pour 23a 39ca restant la propriété du vendeur,

. Section D n° 1069 présentement vendu,

\* la parcelle cadastrée section D n° 1072 provient d'un immeuble de plus grande importance cadastré section D n° 141 même lieudit pour une contenance de 43a 70ca, divisé en trois nouveaux immeubles, savoir :

. Section D n° 1070 même lieudit pour 11a 41ca, restant la propriété du vendeur,

. Section D n° 1071 même lieudit pour 26a 81ca, restant la propriété du vendeur,

. Section D n° 1072 présentement vendu,

Ainsi qu'il résulte d'un document d'arpentage établi par le Cabinet CHARBONNIER-BEAUDET, géomètres experts à LUX le 01 juin 1994, sous le n° 363 R, qui sera publié en même temps que les présentes.

Tels que ces biens existent, s'étendent, se poursuivent et comportent, avec toutes leurs aisances, dépendances et tous droits pouvant y être attachés sans exception ni réserve, notamment tous immeubles par destination.

Ci-après désigné "L'IMMEUBLE".

**REFERENCES DE PUBLICATION**  
**NECESSAIRES A LA PUBLICITE FONCIERE**

La formalité donnée au titre du DISPOSANT a

*[Signature]* *[Signature]* *[Signature]*

les références suivantes :

Madame Veuve JALLOT :

\* Acquisition reçu par Me GODILLOT, notaire à CHALON SUR SAONE les 12 et 15 juin 1970, publiée au Bureau des Hypothèques de CHALON SUR SAONE le 1er juillet 1970 volume 4556 n° 62.

\* Attestation immobilière reçue par Maître GRIVEAUX, notaire soussigné le 22 décembre 1982, dont une expédition a été publiée au Bureau des Hypothèques de CHALON SUR SAONE le 27 janvier 1983 volume 7083 n° 2.

Mademoiselle DUSCHA : Attestation immobilière reçue par Me GRIVEAUX, notaire soussigné le 22 décembre 1983, publiée comme indiqué ci-dessus.

CONSTITUTION DE SERVITUDES

- Fonds servant : Parcelle cadastrée section D n° 1067 lieudit "La Plante" pour une contenance de 15a 27ca restant la propriété du vendeur, ~~usées à ALLEROT~~.

L'origine de propriété est la même que celle ci-dessus indiquée dans le paragraphe "Effet relatif".

- Fonds dominant : Parcelles situées à ALLEROT cadastrées section D n°s 1069 et n°s 1072 présentement vendus. Et parcelles situées à ALLEROT cadastrées section D n°s 142 et 143 appartenant aux Consorts HUET.

L'origine de propriété des parcelles cadastrées section D n°s 1069 et 1072 est indiquée ci-dessus dans le paragraphe "Effet relatif".

L'origine de propriété des parcelles cadastrées section D n°s 142 et 143 est la suivante :

Ces immeubles appartiennent dans l'indivision aux Consorts HUET, ci-dessus nommés, par suite des faits et actes suivants :

I - ORIGINAIREMENT, ces immeubles dépendaient de la communauté ayant existé entre Monsieur et Madame HUET SACLIER Jean, savoir :

\* La parcelle cadastrée section D n° 142, par suite de l'acquisition qu'ils en avaient faites de Monsieur Louis Nicolas SARRE, demeurant à SAINT MARCEL, 32, rue de la Noue, époux de Madame Jeanne DUCRET, aux termes d'un acte reçu par Maître Paul GRIVEAUX, notaire à CHALON SUR SAONE le 27 novembre 1973.

Une expédition de cet acte a été publié au Bureau des Hypothèques de CHALON SUR SAONE le 23 janvier 1974

volume 5189 n° 16

\* La parcelle cadastrée section D n° 143, par suite de l'acquisition que Monsieur Jean HUET en a faite seule, au cours et pour le compte de la communauté de :

1°) Madame Monique Charlotte Louise du BESSEY de CONTENSON, veuve de Monsieur de SARUGUET d'AMARZIT, demeurant à La Motte, Commune de la Charmée,

2°) Et Madame Charlotte Marguerite LEPINE, veuve de Monsieur du BESSEY de CONTENSON, demeurant à SAINT GERMAIN LES BUXY,

Aux termes d'un acte reçu par Maître Jean Pierre MENAND, notaire à CHALON SUR SAONE le 31 janvier 1974.

Une expédition de cet acte a été publiée au Bureau des Hypothèques de CHALON SUR SAONE le 13 mars 1974 volume 5221 n° 10.

II - Décès de Monsieur HUET Jean

Monsieur HUET Jean, en son vivant, chirurgien dentiste, né à TOURY SUR JOUR (Nièvre) le 1er juillet 1928, demeurant à ALLERLOT, époux de Madame SACLIER Rolande Marie, est décédé à ALLERLOT le 4 avril 1986,

Laissant pour recueillir sa succession :

1ent - Madame SACLIER Rolande Marie, son épouse survivante, ci-dessus nommée,

. Commune en biens meubles et acquêts, à défaut de contrat de mariage, préalable à leur union, célébrée à la Mairie de PARIS (17°) le 16 juillet 1953,

. Donataire de la plus forte quotité disponible entre époux, en cas d'existence d'enfant du mariage, aux termes de l'acte de donation entre époux du 14 décembre 1959, enregistré,

. Usufruitière légale du quart des biens composant la succession de son défunt époux, en vertu de l'article 767 du Code Civil, lequel usufruit se confond avec le bénéfice plus étendu de la donation entre époux susvisée.

2ent - Et pour seuls héritiers à réserve et de droit, conjointement pour le tout et divisément chacun pour moitié, ses deux enfants légitimes, issus de son union avec son épouse survivante, sauf pour eux à supporter les droits de leur mère,

1°) Madame Dominique DELATTRE,

2°) Monsieur Alain HUET,

Ci-dessus nommés, qualifiés et domiciliés,

Ainsi que ces qualités sont constatées dans un acte de notoriété dressé par Me Patrick GRIVEAUX, notaire soussigné le 23 avril 1986.

Une attestation de propriété a été reçue par Me GRIVEAUX, notaire soussigné le 17 avril 1987, dont une expédition a été publiée au Bureau des Hypothèques de CHALON SUR SAONE le 1er juin 1987 volume 7814 n° 10.

Concession de droit de passage :

Pour permettre aux Consorts HUET d'accéder à la Route Départementale n° 63, les Consorts JALLOT leur concèdent ce qu'ils acceptent, à titre de servitude réelle et perpétuelle, le droit de passer sur la parcelle cadastrée section D n° 1067 sur une largeur d'environ 12 mètres à compter de la limite Est de la parcelle.

Le tout tel que matérialisé en rose sur le plan.

Ce droit de passage s'exercera à pieds et avec tous véhicules en tous temps et à toute heure par les Consorts HUET et puis ultérieurement et dans les mêmes conditions, par les propriétaires successifs du fonds dominant, pour traverser celui-ci, le tout à charge de prendre toutes précautions.

En aucun cas, les Consorts HUET n'auront le droit de stationner sur l'immeuble fonds servant, et d'entreposer quoi que ce soit sur l'assiette du droit de passage.

Les frais d'entretien et de réparation de l'assiette du passage seront à la charge exclusive des utilisateurs.

Cette constitution de servitude sera consentie sans indemnité de part ni d'autre.

RENONCIATION A SERVITUDES

Aux présentes est à l'instant intervenue :

Madame SACLIER Rolande veuve de Monsieur Jean HUET, ci-dessus nommée, qualifiée et domiciliée,

Agissant tant en son nom et qu'au nom et comme mandataire de :

- Madame DELATTRE, en vertu d'une procuration sous seing privé en date à CHALON SUR SAONE du 28 mai 1994,
- Monsieur Alain HUET, en vertu d'une procuration sous seing privé en date à CHALON SUR SAONE du 25 mai 1994.

Les originaux de ces procurations sont demeurés annexés à un acte reçu ce jour par Me GRIVEAUX, notaire soussigné, contenant constitution de servitude.

Laquelle nom et es-nom déclare accepter que la servitude de passage actuellement existante à leur profit, et qui grève la propriété des Consorts JALLOT, ci-dessus nommés, qualifiés et domiciliés, à l'ouest du pré et le long du mur pignon devant l'entrée du garage soit supprimée ; laquelle servitude est matérialisée en vert sur le plan ci-joint.

*Le fonds servant est les parcelles cadastrées section D n° 1067 et 1068, ci-dessus nommées, appartenant aux Consorts JALLOT, ci-dessus nommés, et le fonds dominant est la propriété des Consorts HUET, ci-dessus nommés, appartenant aux parcelles cadastrées section D n° 142 et 143, ci-dessus nommées, et dont l'origine de propriété est ci-dessus énoncée.*

PROPRIETE JOUISSANCE

L'ACQUEREUR sera propriétaire des BIENS objet des présentes à compter d'aujourd'hui.

Jouissance immédiate, par la prise de possession réelle.

Lesdits biens étant libre de toute location ou occupation quelconque.

CHARGES ET CONDITIONS

La présente vente est faite sous les charges, clauses et conditions d'usage en pareille matière, c'est-à-dire avec garantie par le VENDEUR de tous troubles et évictions et d'une situation hypothécaire nette.

Lesdites conditions seront développées dans la seconde partie des présentes.

P R I X

Le prix principal de la présente vente est de QUINZE MILLE FRANCS ACTES EN MAINS (15.000,00 Frs).

Le prix ci-dessus a été payé comptant, par L'ACQUEREUR, ~~savoir~~ en dehors de la

~~A l'instant même, ainsi qu'il résulte de la comptabilité du Notaire soussigné,~~

Et ainsi que le VENDEUR le reconnaît et en consent quittance définitive et sans réserve.

DONT QUITTANCE. -

REGIME FISCAL

I - De la plus-value dégagée par la mutation:

LE VENDEUR déclare :

- qu'il dépend pour sa déclaration de revenus ou bénéfices du C.D.I. :

\* Madame Veuve JALLOT : CHALON SUR SAONE Est, 11 Avenue Pierre Nuges,

\* Mademoiselle DUSCHA : PARIS EST, 110 Avenue de la République

- que Madame Veuve JALLOT est exonéré de l'imposition sur la plus value instituée par la loi du 19 juillet 1976 pour la moitié des immeubles

présentement vendu pour le motif suivant :

Aliénation d'un immeuble lui appartenant depuis plus de vingt deux ans.

- que Madame Veuve JALLOT a recueilli sa part dans les immeubles présentement vendus dans la succession de Monsieur Marc JALLOT, en son vivant, demeurant à ALLERLOT, décédé le 4 avril 1986 ainsi qu'il est dit plus amplement dans l'origine de propriété. Ces immeubles ayant été évalués avec d'autres à la somme de 900.000,00 Frs dans la déclaration de succession.

- que Mademoiselle DUSCHA a recueilli sa part dans les immeubles présentement vendus dans la succession de Monsieur Marc JALLOT, comme il a été dit ci-dessus.

Il reconnaît avoir été avisé par le notaire soussigné de l'obligation de déclarer avec l'ensemble de ses revenus, la plus-value imposable qu'il a pu réaliser dans le présent acte.

## II - De la mutation :

En vue de bénéficier des dispositions de l'article 701 du C.G.I., l'ACQUEREUR déclare que le BIEN VENDU est un immeuble rural.

Les parties déclarent que les frais d'acte s'élèvent à la somme de 5.000,00 Frs.

### DROITS :

10.000,00	x 13,40 %	=	1.340,00
10.000,00	x 1,20 %	=	120,00
10.000,00	x 1,60 %	=	160,00

SOUS TOTAL 1.620,00

1.340,00	x 2,50 %	=	33,00
----------	----------	---	-------

TOTAL 1.653,00

FIN DE LA PREMIERE PARTIE répertoriant les clauses destinées à l'accomplissement de la formalité de publicité foncière et à l'assiette des droits, taxes et salaires.



## DEUXIEME PARTIE

### PRESENCE ET REPRESENTATION

Madame Veuve JALLOT est présente,  
Mademoiselle DUSCHA est représentée par Madame Veuve JALLOT, en vertu d'une procuration sous seing privé en date à PARIS du 30 mai 1994, dont l'original demeurera ci-annexé aux présentes après mention.

Madame Veuve HUET est présente,  
Madame Dominique DELATTRE, est représentée par Madame Veuve HUET, en vertu d'une procuration sous seing privé en date à PARIS du 28 mai 1994, dont l'original est demeuré annexé à un acte reçu par Me GRIVEAUX, ce jour, contenant constitution de servitudes par la Commune d'ALLERLOT.

### ORIGINE DE PROPRIETE

Les immeubles présentement vendus appartiennent dans l'indivision entre Madame Veuve JALLOT et Mademoiselle DUSCHA, par suite des faits et actes suivants :

I - ORIGINAIREMENT, ces immeubles dépendaient de la communauté de biens ayant existé entre Monsieur et Madame JALLOT, par suite de l'acquisition qu'ils en ont faites, au cours de ladite communauté, de Monsieur Bernard Laurent DUMONET, directeur commercial, né à CHALON SUR SAONE le 2 mai 1933, et Madame Janine XAVIER, son épouse, demeurant ensemble à CHALON SUR SAONE, 3 Rempart Saint Pierre, aux termes d'un acte reçu par Me GODILLOT, notaire à CHALON SUR SAONE les 12 et 15 juin 1970.

Une expédition de cet acte a été publiée au Bureau des Hypothèques de CHALON SUR SAONE le 1er juillet 1970 volume 4556 n° 62.

### II - Décès de Monsieur Marc JALLOT

Monsieur Marc Jean Roger JALLOT, en son vivant, Directeur de Société, né à CHALON SUR SAONE le 24 janvier 1925, demeurant à ALLERLOT, époux de Madame Marie Jeanne DURAND, est décédé à DIJON le 18 juin 1981,

Laissant pour recueillir sa succession :

lent - Madame Marie Jeanne DURAND, son épouse survivante, ci-dessus nommée,

\* Commune en biens meubles et acquêts, à défaut de contrat de mariage, préalable à leur union, célébrée à la Mairie de LUCENAY L'EVEQUE, le 25 janvier 1947,

\* Donataire en vertu de l'acte de donation entre époux sus-visé,

\* Usufruitière légale du quart des biens composant la succession de son défunt mari, conformément à l'article 767 du Code Civil, lequel usufruit se confond avec le bénéfice de la donation susrelatée.

2ent - Et pour seule héritière à réserve et de droit, pour le tout :

Mademoiselle Peggy DUSCHA, alors mineure, ci-dessus nommée,

Sa petite fille, venant par représentation de Madame Anne Marie JALLOT, sa mère, décédée à AUXERRE le 20 septembre 1974, fille légitime issue du mariage de Monsieur JALLOT, de cujus, avec Madame DURAND.

Une ordonnance a été rendue par Monsieur le Juge des Tutelles de POISSY en date du 28 janvier 1982, aux termes de laquelle, Monsieur DUSCHA a été autorisé à accepter purement et simplement, pour le compte de Melle DUSCHA Peggy, sa fille mineure, la succession de Monsieur JALLOT.

Ces qualités sont constatées dans un intitulé d'inventaire dressé par Maître GRIVEAUX, notaire soussigné le 6 juillet 1981.

Une attestation immobilière a été dressée par Maître GRIVEAUX, notaire soussigné le 22 décembre 1982, dont une expédition a été publiée au Bureau des Hypothèques de CHALON SUR SAONE le 27 janvier 1983 volume 7083 n° 2.

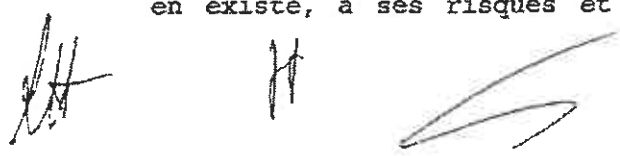
CERTIFICAT D'URBANISME  
Un certificat d'urbanisme C.U. n° 2 concernant la totalité de la propriété dont dépendent les biens présentement vendus demeurera ci-joint aux présentes

#### CHARGES ET CONDITIONS

La présente vente est faite sous les charges et conditions ordinaires et de droit en pareille matière et notamment sous celles suivantes que L'ACQUEREUR s'oblige à accomplir et exécuter, savoir :

1 - De prendre le BIEN VENDU dans l'état où il se trouvera le jour de l'entrée en jouissance, sans pouvoir demander au VENDEUR aucune indemnité ni diminution du prix ci-après fixé, pour quelque cause que ce soit, à raison de fouilles ou excavations qui auraient pu être pratiquées sous l'immeuble et de tous éboulements qui pourraient en résulter par la suite, la nature du sol et du sous sol, etc... ni pour moindre mesure qui pourrait exister entre la contenance réelle et celle sus-indiquée, cette différence excédât-elle un/vingtième.

2 - De souffrir de servitudes passives, apparentes ou occultes, continues ou discontinues qui grèvent ou pourront grever le BIEN VENDU, sauf à s'en défendre et à profiter de celles actives, le tout s'il en existe, à ses risques et périls, et sans que la



présente clause puisse conférer à qui que ce soit plus de droits qu'il n'en aurait en vertu, soit de la loi, soit de tous titres réguliers et non prescrits.

A ce sujet, le VENDEUR déclare que le BIEN VENDU n'est, à sa connaissance, grevé d'aucune servitude à l'exception toutefois de celles qui pourraient résulter des dispositions d'urbanisme et que personnellement il n'en a créé ni conféré aucune.

3 - D'acquitter à compter du jour de l'entrée en jouissance les contributions, taxes et impôts de toute nature à la charge du BIEN VENDU.

Etant précisé :

- Que la taxe foncière se répartira prorata temporis entre VENDEUR et ACQUEREUR; L'ACQUEREUR s'engageant dès à présent, à rembourser au VENDEUR, à première réquisition, la fraction lui incombant.

4 - Tous les frais, droits, et émoluments des présentes et ceux qui en seront la suite et la conséquence seront supportés par L'ACQUEREUR qui s'y oblige.

Etant également précisé :

L'ACQUEREUR supportera aussi tous droits et taxes qui seraient dûs sur tous rehaussements amiables ou judiciaires du prix accepté par lui ou imposés par l'administration ainsi que toutes pénalités.

Il en sera de même de tous droits complémentaires, pénalités et intérêts de retard dûs par suite de la non-exécution par L'ACQUEREUR des engagements pris par lui sous le titre "DECLARATIONS FISCALES".

#### DECLARATION D'ETAT-CIVIL ET AUTRES.

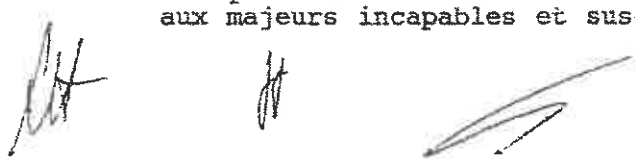
LE VENDEUR fait les déclarations suivantes :

- Son état-civil est conforme à celui indiqué en tête des présentes.

- Il a la qualité de résident français.

- Son domicile réel est bien celui indiqué en tête des présentes.

- Il ne fait pas l'objet de l'une ou l'autre des procédures ni mesures de protection s'appliquant aux majeurs incapables et susceptibles de restreindre



sa capacité civile ou de faire obstacle à la libre disposition de ses biens.

- Il n'est pas et n'a jamais été en état de redressement judiciaire.

ETAT DES SURETES

LE VENDEUR déclare que le BIEN VENDU est libre de toute sûreté.

PUBLICITE FONCIERE

Une copie authentique des présentes sera publiée au bureau des hypothèques compétent ; si lors de l'accomplissement de cette formalité ou postérieurement, il existe ou survient des inscriptions ou des publications grevant le BIEN VENDU du chef du VENDEUR ou des précédents propriétaires, le VENDEUR sera tenu d'en rapporter les mainlevées et certificats de radiation à ses frais dans le mois de la notification amiable qui lui en aura été faite, au domicile ci-après élu, de l'état révélant lesdites inscriptions et publications.

L'ACQUEREUR sera, au surplus, indemnisé de tous frais extraordinaires de purge.

POUVOIRS

Pour l'accomplissement des formalités de publicité foncière, les parties, agissant dans un intérêt commun, donnent tous pouvoirs avec faculté de substituer à Madame Annick BONIN demeurant à CHALON SUR SAONE, 11 boulevard de la République.




A l'effet de faire dresser et signer tous actes complémentaires rectificatifs ou modificatifs des présentes, pour mettre celles-ci en concordance avec les documents hypothécaires, cadastraux et d'état civil des parties.

REMISE DE TITRES

Le VENDEUR ne sera pas tenu de remettre les anciens titres de propriété mais L'ACQUEREUR sera subrogé dans tous ses droits pour se faire délivrer à ses frais ceux dont il pourrait avoir besoin concernant le BIEN VENDU.

ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, les parties font élection de domicile en l'étude du notaire soussigné.

MARCHE IMMOBILIER DES NOTAIRES

L'acquéreur déclare avoir été informé de l'existence et de l'intérêt de la BANQUE DE DONNEES DE REFERENCES DES TRANSACTIONS IMMOBILIERES tenue par le MARCHE IMMOBILIER DES NOTAIRES (M.I.N) et de requérir l'inscription à ce fichier de la mutation résultant des présentes.

AFFIRMATION DE SINCERITE

Avant de clore, le notaire soussigné a informé les parties, qui le reconnaissent, des sanctions légales applicables aux insuffisances et dissimulations de prix et aux fausses affirmations de sincérité.

Les parties affirment sous les peines édictées par l'article 1837 du Code Général des Impôts que le présent acte exprime l'intégralité du prix.

Et en outre, le notaire soussigné affirme qu'à sa connaissance, le présent acte n'est modifié ni contredit par aucune contre-lettre contenant augmentation du prix.

DONT ACTE SUR TREIZE PAGES

FAIT ET PASSE à CHALON SUR SAONE,  
Au siège de la Société Civile Professionnelle  
dénommée en tête des présentes,  
Les jour, mois et an susdits,  
Et lecture faite, les comparants ont signé  
avec le notaire. -/- (p-6) *Longueur.*

Les parties approuvent :

- renvois	: un
- mots nuls	: deux
- chiffres nuls	: sans
- lignes entières rayées nulles	: une
- barres tirées dans un blancs	: un

*[Handwritten signatures and initials]*

Le Notaire soussigné atteste que la première partie du présent document hypothécaire contient toutes les énonciations de l'acte nécessaires à la publication des droits réels au fichier immobilier et à l'assiette de tous salaires, impôts, droits et taxes.

Le soussigné Me Jean Pierre MENAND, Notaire associé de la Société Civile Professionnelle "Patrick GRIVEAUX, Jean Pierre MENAND et Jean François LANEL" Notaires associés à CHALON SUR SAONE, certifie la présente copie comprenant 14 pages, dont 8 pages relevant de la seule première partie, exactement collationnée et conforme à la minute et à la copie authentique destinée à recevoir la mention de publicité contenant 1 seuil, 2 mots et 1 ligne nuls et 1 blanc bâtonné.

En outre, Me MENAND, Notaire associé sus nommé, certifie que l'identité complète des parties telle qu'elle est indiquée en tête des présentes ensuite de leur nom lui a été régulièrement justifiée.



*[Handwritten signature]*

*[Large handwritten mark, possibly 'N']*